

## INTRODUCTION

L'Afrique est un continent qui fait face à plusieurs défis. En plus de se chercher une voie vers le progrès économique et social, elle est confrontée à la multiplications de conflits armés et leurs lots de drames et de catastrophes humanitaires, aux défis croissants posés par les maladies endémiques, notamment le SIDA. L'environnement d'insécurité qui continue d'obstruer sinon de fermer les perspectives de développement, dicte aux pays africains de définir le rôle et les moyens adéquats des structures de coopération régionales pour asseoir une paix durable dans la région.

Une telle prise de conscience semble être amorcée, du moins à un certain degré, au niveau du continent, et ce depuis le début des années 1990, en grande partie sous l'impulsion des grandes mutations intervenues sur la scène internationale. En effet, déjà lors du Sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine ( OUA ) en 1990 à Addis Abeba, la Déclaration finale des Chefs d'État et de Gouvernement soulignait la prolifération des conflits internes et leurs effets déstabilisateurs pour les autres États. Elle dénotait une certaine volonté politique de la part des pays africains de prendre leurs responsabilités face aux menaces à la sécurité régionale. Cette position fut réitérée lors du Sommet tenu deux ans plus tard à Dakar dont le communiqué final mettait l'accent sur le lien inextricable entre « sécurité, stabilité, développement et coopération en Afrique ».

Depuis, la coopération régionale pour garantir une stabilité et une paix durables en Afrique n'a cessé d'occuper une place centrale dans les initiatives politiques africaines. Les organisations intergouvernementales (OIG) africaines sont de plus en plus perçues comme des outils institutionnels qui pourraient aider à contrer l'insécurité, notamment la multiplication de la violence et des conflits armés. Le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique et l'Acte constitutif de l'Union Africaine, qui a remplacé l'Organisation de l'Unité Africaine, font de la coopération pour la paix et la sécurité une priorité de leurs actions.

La communauté internationale, notamment par le biais de l'Organisation des Nations Unies, semble endosser cette vision. Lors du dernier sommet du G8, en juin 2002, les pays industrialisés, dont le Canada, ont promis de soutenir le développement des capacités africaines de prévention et de gestion des conflits armés. D'ailleurs, certaines organisations régionales africaines ont déjà fait montre d'initiative dans la coopération pour la paix et la sécurité régionales, par des initiatives diplomatiques et des opérations de paix.